

L'âge humanitaire : de la solidarité à la globalisation

LA coopération entre les États et les peuples a connu quelques décennies d'intense activité après la fin du colonialisme. A la domination coloniale étaient supposées se substituer des relations d'échange, d'aide, d'assistance. Étatique ou associative, la coopération pour le développement a subi de profondes mutations depuis la fin de la guerre froide et la prise du pouvoir par les institutions internationales telles que le FMI ou la Banque mondiale, chefs d'orchestre de la globalisation et d'une mise sous tutelle des États, de plus en plus dépossédés de capacités politiques.

Les sujets du développement s'inscrivent désormais dans un cadre multilatéral et de moins en moins dans le cadre bilatéral antérieur. La « mondialisation économique » a provoqué la formation de critères plus homogènes, plus rigides, que dans les années 60.

La coopération française constitue un bon exemple de ces changements, bien qu'elle soit probablement en retard d'une ou deux évolutions, malgré la mort de Jacques Foccart. Lorsque l'aide dite « au retour » prend place dans des charters d'immigrés, force est de constater que – pour le meilleur ou pour le pire – les concepts tiers-mondistes ne sont plus de saison, quand bien même on tente de les recycler, pour sauver les apparences dans les discours étatiques, voire parfois associatifs, afin de sauvegarder une notion de solidarité devenue très problématique face à l'éclosion du marketing humanitaire à grand spectacle.

Les valeurs qui fondaient la coopération internationale ont tellement changé qu'il convient de les réinterroger, c'est-à-dire d'interroger leur sens actuel, à moins de préférer faire... comme si de rien n'était.

Un tel effort dérange car il est pénible et les certitudes sont plus confortables. Il doit être réalisé avec rigueur mais aussi avec le respect dû aux valeurs elles-mêmes mais surtout à ceux qui y croient. C'est pourquoi la critique idéologique qui est formulée ici

porte sur les logiques de représentations dominantes. Elle ne stigmatise nullement ceux qui portent ces valeurs, fussent elles erronées ou dévoyées aujourd'hui. En d'autres termes, les militants associatifs n'ont qu'une part de responsabilité limitée dans la dérive idéologique humanitaire contemporaine dont ils sont souvent le jouet et les victimes. La critique des idées, ou de ce qui en tient lieu, n'est pas le dénigrement des hommes acteurs.

Parce que nous sommes entrés vers 1985 dans un âge humanitaire néolibéral, je me propose tout d'abord de justifier l'affirmation, selon laquelle l'idéologie humanitaire (1) est en train de supplanter l'idéologie du développement. Je m'emploierai ensuite à montrer que l'idéologie humanitaire a pour principale fonction de gérer les exclus du capitalisme mondial dérégulé, qu'ils soient proches ou lointains. Je m'efforcerai enfin de convaincre le lecteur que le consensus global sur l'universalité des droits de l'homme cache mal une gestion sélective et parfois inique des sujets de ces droits, suivant des logiques univoques et exclusives qui transforment le nouvel ordre mondial en totalitarisme démocratique.

Du développement à l'humanitaire

Dans les années 60 et 70, le développement a mobilisé États et associations. Pour la politique des États, il s'agissait d'un instrument efficace de néocolonisation et de paternalisme, sans réduire les politiques de développement à ces seuls caractères. En France, le mouvement associatif s'est développé autour d'une idéologie cohérente, le tiers-mondisme, où se sont rencontrés « progressistes », chrétiens et marxistes, selon le vocabulaire de l'époque. L'apogée du tiers-mondisme dans les années 70 est inséparable d'une conjoncture de guerre froide. L'aide au développement était largement bilatérale et concurrentielle. Les ONG tenaient un discours de rééquilibrage des rapports Nord-Sud, un discours d'émancipation sociale, politique, avec un objectif de justice très affirmé, voire central. Pour les personnes privées ou les associations, la coopération pour le développement était une activité militante, à partir d'une cause identifiée et identifiable. Elle supposait à ce titre un engagement, des dons, mais aussi des actes, du temps consacré.

Le passage éclair de Jean-Pierre Cot au ministère de la Coopération français souligne, si cela était nécessaire, que le tiers-mondisme n'était pas la politique de l'État français. Au-delà de quelques formules humanistes creuses, il s'agissait de maintenir des liens inégaux et non de libérer. A la hauteur de ce cynisme

(1) Hours, 1998.

politique ordinaire, il convenait d'apporter un appui sélectif aux projets des ONG, puisque le développement demeurerait l'objectif affiché. Ce contrepois à une politique, dont on mesure aujourd'hui le caractère hautement corrompu, a favorisé l'essor des ONG de développement. A la caisse noire d'Elf faisait pendant le budget du ministère de la coopération finançant les ONG et leurs projets. L'État pouvait s'approprier ainsi le bénéfice moral de projets issus de groupes associatifs indépendants, tout en réalisant un blanchiment nécessaire de son image. Cette lecture rétrospective était difficile à formuler car l'idéologie développementaliste n'était pas interrogée (2).

C'est soi-disant au nom de ce même développement que les fondations néolibérales américaines puis européennes déclenchent en 1984-1985 une offensive « anti tiers-mondisme » sans précédent. En France, la fondation Libertés sans Frontières, annexe de MSF, est la plus connue. Ces discours idéologiques affirment que « les sanglots de l'homme blanc » sont inopérants et que seule une gestion rigoureuse transformera l'échec du développement en succès. Violamment antiétatiques, parce qu'ultralibérales, ces positions écartent toute aspiration à la justice au profit des performances économiques. L'humanisme tiers-mondiste, qui gérait le même discours parfois angélique depuis près de vingt ans, demeure tétanisé face à ces attaques. C'est dans cette période que l'on débat d'urgence ou de développement, avant de conclure plus tard, comme dans tout débat tronqué, qu'il n'y a pas d'alternative mais complémentarité. L'OPA des urgenciers, drapés dans « l'antitotalitarisme », visait en fait à occuper le marché de la « générosité ». Ce qui fut fait, à grands renforts de marketing direct, mailings, photographies accrocheuses, affichage impudique des images du malheur des autres jusque sur les murs du métro. En cinq ans, l'opération était réussie, grâce entre autre, au passage de la droite aux affaires, avec Claude Malhuret, titulaire du premier ministère humanitaire.

Le « bazar de la charité » (selon Charles Condamines) avait définitivement planté son chapiteau. La référence humanitaire s'était imposée comme une morale (minimum) partagée. Pour ne pas être en reste, la gauche envoya Bernard Kouchner dont la démagogie et les raccourcis firent merveille. Cette brève mise en perspective retrace une évolution accomplie. Elle se traduit, entre autres caractères, par trois mutations majeures : l'apparition du droit d'ingérence (il ne s'agissait que d'un devoir au début du processus) qui remet en question la souveraineté des États, la naissance d'une « morale internationale » à la fois minimale et universelle, dont le « droit humanitaire » revendiqué serait le produit, l'ouverture d'un

(2) Rist, 1996.

marché planétaire des bons sentiments, ou des émois humanitaires enfin qui se substitue à l'exigence antérieure de justice, évacuée. Ce nouveau marché présente – on s'en doute – une importance politique capitale. On remarque que le développement n'est plus qu'une toile de fond dans ces débats. Le concept demeure mais il est érodé. Les crédits humanitaires accordés par les bailleurs de fonds multilatéraux augmentent, tandis que ceux qui sont destinés aux opérations de développement baissent. La survie fait plus recette que les projets ou que la vie.

Un mouvement est engagé, et en partie accompli, qui sonne le glas du concept de développement économique et social tel qu'il était conçu avant l'âge humanitaire qui ouvre l'ère d'une morale globalisée permettant la gestion, elle aussi globale, des exclus, anciens et nouveaux, proches et lointains. Les frontières du Nord et du Sud s'estompent, ou plutôt elles n'apparaissent plus qu'en filigrane, chaque camp de réfugiés représentant un point sur cette nouvelle carte où l'influence ne s'arrête plus aux frontières des États, mais à celles du marché et d'une morale à visée universelle. Ce marché crée autant d'exclus que de producteurs consommateurs.

La gestion des exclus et des victimes, fonction morale de l'idéologie humanitaire

Les exemples abondent qui montrent que le mondialisation économique, c'est-à-dire le capitalisme marchand dérégulé, génère des exclus en grand nombre, et rejette à sa périphérie des foules d'hommes, de femmes et d'enfants dépossédés de leur statut de producteurs tout autant que de consommateurs. Ne parlons pas de leur statut humain !

Le projet de l'économie de marché mondialisée ne connaît en effet que des producteurs et des consommateurs, le modèle étant constitué par les bons travailleurs qui vendent à prix dégressifs leur travail et leur vie, tout en rendant leurs revenus en tant qu'acheteurs et consommateurs de biens de première nécessité. Le meilleur sujet de l'économie globale ne porte plus le panier de la ménagère. C'est celui qui achète les biens qu'il a lui-même produits au terme d'une double extorsion, d'une exploitation démultipliée. Dès lors que la réduction des coûts de production devient un objectif central, l'examen de ces coûts comparés amène une délocalisation à grande échelle, source d'exclusion et de chômage. Flexibilité, délocalisation participent du même processus d'essorage planétaire où les nouveaux producteurs/consommateurs seront exclus dès lors que leurs « avantages comparatifs » seront

amoindris. Une énorme machine dérégulée se met en place qui absorbe les nouveaux accédants à l'économie mondiale pour les éjecter dès qu'ils ne sont plus performants. Tels ces « miraculés asiatiques » d'hier devenus aujourd'hui dragons desquamés, chômeurs ou vendeurs des rues. Une dialectique infernale préside au fonctionnement de cette machine folle qui intègre pour exclure sans fin, les mêmes ou d'autres. La stabilisation d'un tel processus suppose une régulation nouvelle, des redistributions et des politiques sociales réorientées en direction des nouvelles victimes. Les limites du néolibéralisme sont bien connues désormais, mais la rapidité et l'autonomie artificielle acquise par la sphère financière, appuyée par l'outil de la fiction informatique, interdisent de tirer encore le signal d'alarme.

Pour calmer le jeu mortifère, c'est l'idéologie humanitaire qui est appelée à la rescousse afin de rendre acceptables toutes les victimes. La morale globale a pour mission de prodiguer les premiers secours (ou les derniers soins) aux victimes, toutes mêlées, des catastrophes naturelles ou politiques, des faillites, des licenciements, bientôt des cracks financiers. De tous les droits de l'homme sur lesquels s'appuie abstraitement l'idéologie humanitaire, seul le droit à la vie est mis en avant car il s'agit d'une entreprise de sauvetage d'une minorité de victimes, la majorité étant abandonnée à son sort, c'est-à-dire aux lois de la guerre et du marché, qui sont cousines. Les droits à la dignité, à la sécurité sont les parents pauvres de cette évolution accompagnée par une orchestration humanitaire bruyante et voyante, sans rapport avec ses résultats sur le terrain. Le rideau de fumée cache mal la violence des processus d'exclusion évoqués, sauf pour ceux qui préfèrent ne regarder que le spectacle humanitaire télévisé du malheur des autres.

La production structurelle d'inégalités sociales démultipliées est pourtant indissociable du capitalisme dérégulé appelé économie mondiale. Seule la consommation immodérée de tranquillisants humanitaires, à la fois moraux et prétendument universels, permet d'entretenir la fiction démocratique d'un consensus, face aux nouvelles formes de domination déterritorialisées.

Ce consensus n'est-il pas un consentement à cette domination ? Et lorsque dix enfants exploités et télévisualisés vont à Genève, l'intention louable ne fonctionne-t-elle pas comme une soupape qui finalement nous permet d'oublier un moment les centaines de millions d'enfants au travail qui font, chacun le sait, les beaux jours des coûts comparés dans l'économie mondiale ? A mon sens, ce spectacle de la vertu est inquiétant et il ne rassurera que des citoyens peu vigilants. C'est bien une question sur la nature de la démocratie qui se pose alors.

La fabrication du consensus humanitaire est-elle démocratique ?

Le concept de « totalitarisme démocratique » a été employé à plusieurs reprises. Il s'agit certes d'une formule mais on s'accordera pour considérer que la mise en place d'un « monde global » ou d'une « société mondiale » nous met en face du risque d'un seul pôle producteur de valeurs et de normes de conduites : les États-Unis. On ne saurait nier en effet qu'au pays du « politiquement correct », la correction morale, vieille pulsion éthique américaine, soit au cœur de l'idéologie.

Dans ce pays qui exporte, outre des films et des aliments, des modèles d'inégalités sociales, de précarité et de fragilité politique, la démocratie présente des faces multiples, bien loin d'un message univoque. Si le contrôle social y est fort, il est aussi à la source d'une démagogie versatile et pseudo-communautaire ou les manipulations sociales sont fréquentes. Le propos n'est pas ici de délivrer des certificats de bonnes mœurs démocratiques mais d'appeler par son nom une domination dont les valeurs prétendument consensuelles ne sont rien moins qu'antihumanistes.

Par son caractère d'évidence morale, l'idéologie humanitaire produit un consensus largement en creux fondé sur l'émotion et la réprobation. Qui oserait en effet remettre en question des valeurs ou des affects tels que la pitié, la solidarité, la générosité, ou plus globalement les droits de l'homme.

Et les droits n'existent que par le droit, plutôt que par les émois individuels des citoyens choqués par les malheurs télévisés des autres. A cet égard, le business émotionnel humanitaire est peu moral car il masque (involontairement) au lieu d'éclaircir les problèmes. Pour cette raison, il déresponsabilise les citoyens qui se défaussent par un chèque ou une brève émotion de tout engagement, plus clairement de toute forme de solidarité concrète. A force d'être rabâchée la solidarité a déclenché des réflexes pavloviens autant que grégaires. Est normalement moral celui qui éprouve une émotion. C'est tout pour la plupart des téléspectateurs. Comme de plus sont livrés les coupables, sont identifiés les bons (victimes) et les méchants (souvent corrompus, colorés ou d'une religion « différente »), le spectateur a tout compris en peu de mots et semble y trouver son compte idéologique : celui de l'économie, de la simplification, des clichés et stéréotypes culturels. Puisque nous sommes moins frappés par le malheur qu'eux (les autres) c'est que nous avons des qualités en plus et surtout que nous sommes du bon côté : celui du droit, des justes valeurs... Ces plus petits communs dénominateurs de l'intelligence des problèmes de développement, de démocratie, de croyances, de droit, constituent la

nourriture quotidienne des sociétés démo-médiatiques contemporaines.

Dans ces fabriques d'opinion parlant au nom de « la société civile » se constitue un consensus qui est tout sauf démocratique. Ce consensus nous parle de sociétés civiles fictives opposées sommairement à l'État, toujours oppresseur ou excessif dans l'idéologie néolibérale, de valeurs trafiquées à force d'amalgames, de droits là où règne une violence non questionnée. Tout est évoqué, montré. Rien n'est expliqué dans ces bandes dessinées idéologiques en forme de jeux vidéo que sont les kermesses humanitaires télévisées, ou même les mailings des ONG les plus médiatiques. Et si les « faiseurs de droit », selon l'expression de Bernard Kouchner, nous parlaient avec un peu d'humilité et d'humanité des causes du malheur dont ils cachent sans succès les symptômes par des soins palliatifs d'une efficacité marginale pour les victimes, mais d'une efficacité idéologique redoutable pour les citoyens abusés ?

Les bons sentiments humanitaires à force d'être divulgués sans pudeur ont perdu tout lien avec l'humanisme qui était censé les englober. Lorsque les victimes sont traités comme des corps et non comme des sujets de l'histoire, l'humanité recule. L'homme ne se réduit pas à ses plaies et l'histoire ne se réduit pas à la gestion des calamités. La démocratie ne se fonde pas sur l'émoi ou l'indignation mais sur la responsabilité collectivement assumée. Les catégories manichéennes des victimes et des bourreaux télévisés ne font pas progresser la démocratie.

La démocratie humanitaire présente des relents populistes issus de sa démagogie intrinsèque. Il semble que les dernières générations de volontaires des ONG commencent à sentir la nécessité de sortir du monde des bandes dessinées où la simplification tient lieu d'exploitation. Ce n'est qu'au prix d'un effort de responsabilité politique explicite, de maîtrise de dérives de l'idéologie humanitaire que les ONG concernées, et elles sont nombreuses, mettrons un terme à la régression du politique que leurs aînés ont entamé dans les années 80. Il n'y a de démocratie que politique.

Humaniser l'humanitaire

L'idéologie humanitaire a porté un rude coup à une conception humaniste du développement devenue très problématique aujourd'hui. En se substituant à quelques illusions développementalistes, elle n'a pas fait avancer le débat. La régression est patente, à tel point que le développement vient (verbalement) au secours d'une urgence devenue perpétuelle et tous azimuts. De la culpabilité de l'homme blanc à l'émotion de l'homme blanc, le progrès n'est pas évident.

Les ONG sont aujourd'hui exposées, via leur bailleurs de fonds dont le nombre diminue d'heure en heure, à devenir des gestionnaires de ghettos sinistrés, remplis par les exclus du capitalisme mondialisé. A force de mettre en scène d'éternels pompiers secouristes, l'idéologie humanitaire nous donne un avant goût de la gestion du « village global » où, comme à Calcutta, on ramasse tous les matins les morts dans les rues afin que les automobiles puissent circuler, au moins entre la bourse et les studios de télévision, accessoirement les parlements, où sont fabriqués les pseudo-consensus démocratiques du même « village global ».

L'idéologie humanitaire fonctionne aujourd'hui comme le principal allié de l'économie mondiale. Elle met en scène la morale correcte globalisée, creuse à force de pseudo-consensus et d'occultation des contradictions. Ces dernières ne s'expriment plus que par la violence urbaine pour contester cet ordre totalitaire. A force de présenter le spectacle d'une fiction de proximité avec les victimes proches ou lointaines, une vraie distance s'est instaurée entre le Nord et le Sud, les riches et les pauvres, les habitants des villes et des campagnes, les chrétiens et les musulmans, l'équipe de football d'Angleterre et celle de Tunisie ou du Cameroun. La seule alternative à une insurrection violente de l'altérité réside, peut-être, dans une ré-humanisation de l'humanitaire, qui suppose une remise en question profonde de l'idéologie humanitaire, un retour à la vérité des rapports, une volonté d'expliquer, d'agir au-delà du témoignage en forme de fiction. La connaissance authentique des hommes et la compréhension des phénomènes sociaux demeurent les meilleurs moyens pour éviter de déclencher la violence réelle face à une solidarité devenue virtuelle à force d'être proclamée sans être pratiquée.

Restaurer l'altérité là où elle a été occultée demeure la principale façon d'éviter son explosion violente. Déjà, on commence à jeter des pierres aux vrais pompiers dans les banlieues les plus sinistrées. Demain, ce sera au tour des vraies ambulances d'être attaquées. Le « village global » n'est pas pour demain car les « villageois » n'en veulent pas et ils ont tout à y perdre.

Bernard Hours
ORSTOM

OUVRAGES CITÉS

- HOURS B., *L'idéologie humanitaire ou le spectacle de l'altérité perdue*, Paris, L'Harmattan, 1998.
RIST G., *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996.